

# Article du Temps sur la Chine et sa politique commerciale internationale

Written by [IDEAS Centre](#) on 4 March 2016. Posted in [Publications](#)

Le journal suisse [Le Temps](#) a publié le 3 mars 2016 une interview rédigé par le journaliste Dejan Nikolic. M. Xiankun Lu, partenaire auprès d'IDEAS Centre, y répond à un certain nombre de questions liées à la Chine et sa position en tant que superpuissance économique mondiale. Vous pouvez lire l'interview sur [le site dudit journal](#) ou directement ci-dessous.

« Nom de code de l'un des plus gigantesques projets d'infrastructure jamais imaginés: OBOR, pour «One Belt, One Road». Soit une nouvelle ceinture commerciale censée desservir 60% de la population mondiale, une idée du président chinois Xi Jinping. Décryptage

La Chine, deuxième puissance économique du globe, est le leader mondial du commerce de produits manufacturés, le numéro deux en ce qui concerne les échanges de services et le troisième investisseur direct étranger de la planète. Mais Pékin s'est déjà donné pour but d'intensifier son rôle d'acteur dominant sur la scène internationale. Parmi les éléments pivots destinés à asseoir sa politique d'influence: OBOR, pour «One Belt, One Road» (OBOR). Soit un projet d'infrastructures spectaculaire visant à diviser par quatre – dix jours au lieu de quarante – le temps de transport de marchandises, entre la Chine et l'Afrique. L'ambition est de faire de même par



## Latest news

[Workshop in Talloires : Informal Brainstorming Workshop “Quo vadis for the LIDCs at the WTO”](#)

[Newsletter 2017 : MC-11 The way forward for Lower income Developing Countries](#)

[Record of the Session @TSDS “How to defend development interests in the new economic and political trade environment?”](#)

[Session @TSDS : “How to defend development interests in the new economic and political trade environment?”](#)

[E-Publication of a collection of articles about the Future of the WTO and the WTO of the Future](#)

voie terrestre, en passant par l'Asie centrale et le Moyen-Orient, jusqu'aux portes de l'Europe.

Explications avec Xiankun Lu, ex-négociateur en chef de la Chine auprès de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) durant 14 ans et qui a auparavant représenté Pékin à Bruxelles pendant 8 ans. Membre du groupe académique des 100 relatif au projet OBOR, l'expert de 46 ans est à présent associé du centre genevois IDEAS, tout en étant doyen adjoint du New Huadu Business School à Zurich et chercheur au Shanghai Centre for Global Trade and Economic Governance ainsi qu'à l'Université Wuhan de Chine.

– En quoi consiste OBOR? Et quand pensez-vous qu'il verra le jour?

– Cette initiative ambitieuse, lancée en 2013, a été maladroitement surnommée «Nouvelle Route de la Soie». C'est mal comprendre le périmètre du concept proposé, qui va bien au-delà des infrastructures de transports. Il s'agit en réalité de coordonner les mesures politiques, promouvoir le commerce, renforcer la coopération financière et encourager les liens entre les peuples. Pour la Chine, l'opération s'accompagne d'un programme exhaustif de réformes internes et externes, visant à ouvrir davantage son marché et à l'intégrer à ceux alentours.

– Peut-on parler de «Plan Marshall» pour relancer la croissance chinoise?

– Non, même si l'élan en cours annonce l'émergence d'un nouveau paradigme économique. Il y a 30 ans, la Chine n'était qu'une pauvre nation agricole renfermée sur elle-même. C'est aujourd'hui la deuxième puissance économique au monde. Mais Pékin fait face aujourd'hui à un ralentissement de sa croissance ininterrompue depuis les années 1970. La demande chez ses voisins en développement connaît en revanche un essor très rapide. D'où l'idée de créer une ceinture commerciale terrestre d'Asie centrale à l'Europe, en passant par le Moyen-Orient, ainsi qu'une artère maritime, jusqu'aux côtes africaines. La Chine espère ainsi réorienter ses surcapacités industrielles et ses capitaux, au profit de quelque 65 pays concernés, soit 60% de la population mondiale regroupant 33% de la fortune de la planète.

– A-t-on déjà des exemples d'investissements dans ce chantier, qualifiée par l'IMD de défi le plus brûlant de l'agenda économique mondial dans la décennie à venir?

– Nous n'en sommes qu'aux prémices des opérations. Chaque pays peut s'engager selon ses envies; Pékin n'entend imposer aucun rythme. Le Kazakhstan, par exemple, a déjà annoncé participer à hauteur de 23 milliards de dollars. Selon des calculs préliminaires, OBOR devrait mobiliser quelque 6000 milliards de dollars de fonds, uniquement pour les infrastructures de transports. En 2015, la dynamique ainsi créée a déjà permis d'accroître de 25% les investissements régionaux en Chine, respectivement de 18% ceux de Pékin, dans les pays parties au projet.

– Pourquoi n'entend-on pas parler davantage de cette initiative en Europe?

– Le concept est nouveau, très complexe et sa mise en œuvre manque encore de clarté. De manière générale, la Chine n'a jamais été douée pour expliquer sa stratégie.

– En quoi tout cela concerne-t-il les pays occidentaux?

– OBOR est un processus ouvert aux pays en dehors de la ceinture commerciale. La France et la Grande-Bretagne ont par exemple

signé des protocoles d'entente avec la Chine pour des investissements et des projets d'assistance technique en Afrique. La Suisse est également invitée à coopérer avec la Chine [investissements, aide étrangère, projets de développements ou de protection environnementale, etc.] en faveur d'un pays tiers.

– L'économie chinoise ralentit. Cela veut-il dire qu'elle s'affaiblit?

– Le problème est d'ordre structurel. Le modèle de développement chinois n'est pas durable. La Chine souffre de surcapacité dans de nombreux secteurs, comme la chimie ou l'acier. Les réformes à venir pour moderniser le tissu économique chinois s'annoncent extrêmement difficiles, s'agissant notamment de réaffecter les forces de production dans d'autres pays, tout en s'ouvrant à l'industrie de pointe.

– Que pensez-vous des rachats d'entreprises étrangères – dont des fleurons suisses – par la Chine?

– Ce n'est pas un phénomène nouveau. L'encouragement à acquérir de nouvelles technologies et des compétences managériales étrangères date de 2001. La Chine, qui capte environ 100 milliards d'investissements directs étrangers par an, en a dépensé autant dès 2015, à travers le rachat de sociétés dans d'autres pays. La Chine, qui occupe la partie inférieure de la chaîne d'approvisionnement mondiale, avec des produits bon marché et une production de masse, vise à présent une production de qualité à haute valeur ajoutée, en s'aidant de compétences externes.

– Ne pensez-vous pas que cette dynamique revient à étatiser des entreprises privées étrangères?

– La plupart des sociétés d'État en Chine sont cotées en bourse. C'est donc la loi du marché qui dicte leur stratégie.

– Pourquoi avez-vous abandonné vos fonctions de diplomate?

– Je suis resté trop longtemps à ce poste. Ayant effectué plus du double du mandat habituel et pour des raisons familiales, il fallait que je parte.

– Qu'est-ce que l'accession à l'OMC a apporté à votre pays?

– Les efforts de libéralisation de Pékin, et la croissance proche de deux chiffres qui en résulte, datent de 1978. Mais c'est surtout à partir de 2001, après l'entrée de la Chine à l'OMC – soit quinze ans après sa première candidature –, que le développement du pays a été le plus marqué. L'ampleur des engagements consentis en termes de réformes – le prix d'entrée à l'OMC a été largement supérieur à celui demandé à d'autres pays par le passé –, a propulsé la Chine de la 6<sup>e</sup> à la 2<sup>e</sup> place des plus importantes puissances économiques au monde. Ce processus, qui a pris environ dix ans, est en grande partie lié aux pressions des standards de l'OMC.

– Des membres influents de l'OMC souhaitent aujourd'hui que la Chine ne soit plus considérée comme un pays en développement, avec les dérogations liées à ce statut particulier. Quel est votre avis sur cette importante source de blocages au sein de l'entité basée à Genève?

– La Chine est en effet un grand pays et une grande économie du pouvoir. Mais elle abrite aussi 24 millions de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté. Près de 700 millions de ses citoyens habitent encore dans les campagnes. Chaque année, 10 millions de

ruraux migrent vers les villes à la recherche d'un emploi. Chiffre auquel il faut ajouter annuellement 8 millions d'étudiants, en attente d'un emploi, dans un contexte où les systèmes de santé et de sécurité sociale restent embryonnaires. Non, la Chine n'est pas encore un pays développé. Mais elle reste beaucoup plus puissante qu'un pays en développement normal. En tant que chercheur indépendant, je plaide pour davantage de compréhension mutuelle et de pragmatisme. J'en appelle surtout à dépasser les discours purement dogmatiques. Pékin est prêt à faire davantage d'efforts, là où elle le peut.

– Quel format de négociations est privilégié par la Chine: bilatérale, régionale, plurilatérale (à quelques pays, en marge de l'OMC, mais dont le résultat final est en principe ouvert à tous), ou multilatérale (de manière universelle, entre les 163 pays membres de l'OMC)?

– Clairement, Genève reste la plateforme commerciale privilégiée par Pékin. Pour preuve: longtemps après son accession à l'OMC, la Chine ne disposait d'aucun accord préférentiel. Elle en a depuis signé 14. Mais ces derniers ne représentent que 26% de ses volumes d'échanges internationaux, contre 30% à 50% pour l'Union européenne ou les États-Unis. Et si vous retirez les textes conclus avec Hongkong et Macau, ce chiffre descend à 12%. Cela étant, depuis que le système multilatéral est grippé en raison de difficultés liées au cycle de Doha [ndlr: processus lancé en 2001, soit en même temps que l'accession de Pékin, et au point mort depuis lors], la Chine a un intérêt grandissant pour certaines initiatives plurilatérales, comme l'Accord sur le commerce des services actuellement en discussion, dont de grands acteurs lui refusent toujours l'accès.

– La plupart des observateurs s'accordent à dire que Doha est mort. Pourquoi seuls les diplomates à Genève ont une opinion contraire?

– Officiellement, Doha est toujours en vie. Le processus a en revanche entamé une dynamique de réforme. Des États membres ont proposé d'identifier de nouvelles approches, ce qui ne va pas de soi. Une sortie de crise possible consiste à inclure des thèmes plus contemporains à l'agenda qui date de 2001, comme l'e-commerce, les investissements, la concurrence, etc.

– En quoi l'OMC est-elle toujours pertinente?

– Vous connaissez l'adage: les succès ne s'ébruient jamais au-delà de deux pâtés de maison, alors que les échecs font le tour de la cité en quelques heures. Hormis sa fonction de négociation, l'OMC est basée sur deux autres piliers – le règlement des différends et la surveillance des normes – fonctionnant parfaitement. Sans eux, le commerce international en serait resté à l'état d'après-guerre.

– L'accord de libre-échange (2013) entre Pékin et Berne a fait l'objet de sérieuses critiques. Pensez-vous que ces dernières étaient justifiées?

– Pas vraiment. Au moment de sa signature, les volumes d'échanges chinois étaient en baisse de 8%. Nous étions alors en période de crise. Ce texte est le résultat d'un compromis, ayant permis de maintenir les relations sino-helvétiennes en terrain positif, entre +3% et +4%. Les entreprises suisses ne doivent pas s'estimer perdantes. Le potentiel réel de ce texte doit être déployé à travers un processus de révision périodique. Par exemple, notre accord bilatéral avec Hongkong en est à sa dixième version améliorée. »

## About IDEAS

- ✓ Who we are
- ✓ Our team
- ✓ Our network
- ✓ Our donors
- ✓ External experts

## Contact us

📍 IDEAS Centre  
Rue de l'Arquebuse 10  
CH - 1204 Geneva  
Switzerland

✉ info@ideascentre.ch

☎ +41 22 807 17 40

📠 +41 22 807 17 41

